

## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

---

### Energie

♦ A l'issue du Conseil énergie du 14 mai, le dossier de la nouvelle étape de libéralisation du gaz et de l'électricité est resté en l'état. La présidence suédoise et la Commission ont espéré que des résultats tangibles pourront être atteints au Sommet de Barcelone, en mars 2002, et, à cette fin, des travaux vont être menés dans le cadre des structures techniques traditionnelles du Conseil. Pour leur part, l'Allemagne et la France ont confirmé leur opposition aux projets de directive et de règlement de la Commission. L'Allemagne ne veut pas que l'on impose un régulateur unique, la France a réaffirmé son refus farouche des échéances fixées par la Commission.

La Commission a précisé qu'elle poursuivait la procédure engagée contre la France pour non transposition de la directive gaz.

♦ Le Forum des régulateurs de l'électricité, qui s'est tenu à Florence le 7 mai dernier, a adopté la proposition du Conseil des régulateurs de l'énergie européen (CEER) visant à établir un mécanisme définitif pour faire payer les échanges d'électricité au niveau européen d'ici décembre 2002. Le CEER a été invité à poursuivre ses travaux en étroite collaboration avec les gestionnaires de réseaux européens (ETSO), ainsi que toutes les parties intéressées. La proposition du CEER est fondée sur trois axes : les tarifs de réseaux ne devraient pas être basés sur les transactions ; les signaux économiques locaux doivent être basés sur un montant dépendant des pertes de réseaux ; les coûts d'infrastructure devraient être répercutés sur les prélèvements (soutirages). Ces trois axes s'appuient sur le principe de l'indépendance des gestionnaires de réseaux.

Par ailleurs, constatant le faible développement du marché intérieur en terme de concurrence transfrontalière, le Forum a demandé que le mécanisme temporaire adopté en mars dernier, soit introduit dès le 1<sup>er</sup> septembre.

### Garanties d'Etat

La Commission européenne vient d'adopter une décision par laquelle elle demande formellement au gouvernement allemand d'accepter de modifier le système de garanties dont bénéficient actuellement ses établissements de crédit de droit public ("Anstaltslat" et "Gewährträgerhaftung") pour le rendre compatible avec le régime d'aides d'Etat prévu par le traité CE et de prendre les mesures appropriées (voir bulletins 74, 65/66 et 51). Les autorités allemandes sont invitées à présenter des propositions concrètes d'ici fin septembre et auront jusqu'à fin mars 2002 pour les mettre en application. "Elles conserveront largement le choix des solutions spécifiques, pourvu qu'elles soient conformes au droit communautaire" et une prorogation pourrait être accordée afin de permettre une transition harmonieuse pour certaines banques publiques, a précisé le commissaire Monti.

Il convient de noter que le régime allemand de garanties existait avant l'entrée en vigueur du traité CE en 1957 et que la Commission ne peut imposer de modifications pour les aides antérieures au traité.

### Energy

♦ By the end of the Energy Council held on 14<sup>th</sup> May, the issue concerning the new step in the liberalisation of gas and electricity had made no progress. The Swedish presidency hoped that tangible results could be reached at the Barcelona Summit in March 2002 and, to this end, work will be undertaken, within the framework of traditional technical structures of the Council. For their part, Germany and France have reiterated their opposition to the Commission's directive and regulation drafts. Germany does not want to see the imposition of a unique regulator, France has reaffirmed its strong rejection of terms fixed by the Commission.

The Commission has made it clear that it was going ahead with its action against France for not implementing the gas directive.

♦ The Forum of Electricity Regulators, which was held in Florence on 7<sup>th</sup> May, adopted the proposition of the Council of European Energy Regulators (CEER) aiming at establishing a permanent mechanism to charge electricity exchanges at the European level by the year 2002. The CEER was called upon to continue its work in close association with the managers of European Transmission Systems Operators (ETSO) as well as with all interested parties. The proposition by CEER is based on three main lines: Network rates should not be based on transactions; local economic signals should be based on an amount that depends on Network losses; infrastructure costs should be passed on to levies (draw offs). These three lines rest on the principle of the independence of Networks' managers.

Further, having noted the slow progress of the internal market in terms of cross-border competition, the Forum called for the introduction, as early as September 1<sup>st</sup>, of the temporary mechanism adopted in March.

### State Guarantees

The European Commission has adopted a decision by which it formally asks the German government to accept the modification of its systems of guarantees from which its public law credit institutions benefit ("Anstaltslat" and "Gewährträgerhaftung"). This in order to render it compatible with the system of state aid provided for by the EC treaty and to take appropriate measures (see bulletins 74, 65/66 and 51). The German authorities are being invited to present concrete propositions before the end of September and they will have until end March 2002 to implement them. Commissioner Monti clarified that "The authorities will preserve the right to choose specific solutions provided that they are in conformity with the Community law and, also, an exception could be extended to them to enable a harmonious transition for certain public banks.

However, it should be noted that the German system of guarantees existed before the introduction of the EC treaty in 1957 and, that the Commission cannot impose modifications on aid granted prior to the treaty.

## Mémorandum syndical

La Confédération européenne des syndicats (CES) et ses affiliés belges (CSC/ACV et FGFB/ABVV) ont présenté un mémorandum en vue de la présidence belge de l'Union et du Sommet de Laeken de décembre prochain. Le mémorandum se concentre sur cinq axes i/ l'avenir de l'Europe et le grand débat public associant les syndicats nationaux européens ii/ une Europe de l'emploi et de la croissance, avec une insistance sur la nécessaire transparence des travaux des divers comités iii/ les droits des travailleurs et la politique sociale, ainsi que la nécessité de "mettre un terme à la domination de l'économique sur le social" iv/ la coopération fiscale, sans laquelle il ne peut pas y avoir d'Europe sociale v/ la prise en considération du social dans le développement des relations commerciales privilégiées avec les pays de l'Est, y compris ceux qui ne sont pas candidats à l'adhésion.

### Obligations de service public

♦ Lors d'une audition au Parlement européen par le PSE, le 23 avril dernier, les représentants des syndicats et des entreprises de transports ont souligné les lacunes du projet de règlement sur les obligations de services publics dans les transports terrestres de voyageurs, présenté par la Commission en juillet 2000. Notamment : i/ manque de précision de la définition de "garantie de qualité" et absence des questions relatives aux normes sociales, à la sécurité des personnels, à l'aménagement du territoire ii/ transparence des règles applicables à la sous-traitance iii/ conflit entre les exceptions prévues et la législation sur la prestation de services iv/ limitation injustifiée à 20% des aides publiques v/ durée de contrats permettant d'amortir l'investissement et d'encourager l'innovation (15 à 20 ans, sauf pour les Suédois).

♦ Pour la Fédération européenne des travailleurs des transports (EFT), la proposition actuelle de règlement de la Commission constitue une menace pour la qualité des services et la protection sociale des salariés. Par ailleurs, elle soutient que "les pouvoirs décisionnels des décideurs locaux et régionaux doivent être sauvegardés", particulièrement concernant le statut de l'entreprise, et que les Etats membres "doivent pouvoir déterminer les conditions concrètes d'accès au marché de transport public local" sans être obligés de passer par un appel d'offres.

### Initiative

Le CEEP et le CIRIEC ont organisé les 10 et 11 mai 2001 à Bruxelles un séminaire de présentation et de discussion de leur étude pour la Commission européenne sur régulation, financement, évaluation et bonnes pratiques des Services d'intérêt économique général en Europe.

Le séminaire a particulièrement mis l'accent sur la nécessité d'affermir la base juridique d'existence des SIEG et d'assurer la sécurité juridique des acteurs, en développant dans le traité de l'Union, à l'occasion de sa révision prévue en 2004, les principes et objectifs de l'article 16. Dans cette perspective s'impose l'adoption rapide d'instruments juridiques transverses venant compléter les démarches sectorielles, sur la base des orientations de la proposition de Charte européenne du CEEP et de la CES.

Pour se procurer l'étude publiée en français, anglais et allemand, s'adresser au CIRIEC : [ciriec@ulg.ac.be](mailto:ciriec@ulg.ac.be)

## Trade Union Memorandum

The European Trade Unions Confederation (ETUC) and its Belgian affiliates (CSV/ACV and FGFB/ABVV) have presented a memorandum in view of the Belgian presidency of the Union and of the Laeken Summit in December. The memorandum concentrates on five major axes i) the future of Europe and the big public debate, bringing together European national trade unionists ii) Europe of employment and growth with emphasis on necessary transparency of the activities of various committees iii) the rights of workers and the social policy as well as the necessity to "stop the domination of economic over social interests " iv) fiscal cooperation without which there can never be Social Europe v) taking into account the social aspect in the development of special commercial relations with countries in the East, including those that are not membership candidates.

### Public service obligations

♦ During the PSE hearing at the European Parliament, on 23<sup>rd</sup> April 2001, the representatives of Trade Unions and of transport firms pinpointed loopholes in the draft regulation concerning passenger surface transports that was presented by the Commission in July 2000. They noted in particular: i) lack of precision in the definition of "quality guarantees" and the absence of questions concerning social norms, safety of personnel, town and country planning ii) transparency in rules concerning subcontracting iii) conflicts between exceptions provided for in the draft and the legislation on the provision of services iv) unjustified limitation to 20% of public aid v) duration of contracts to pay off investment costs and encourage innovation (15 to 20 years except for the Swedish).

♦ As far as the European Transport Workers' Federation (ETF) is concerned the present regulation proposition by the Commission constitutes a threat to the quality of services and to the social protection of employees. Further, the Federation supports the idea that "decision prerogatives of local and regional decision makers should be protected" in particular those concerning the status of a firm and, that Member States "should be able to determine concrete conditions of access to local public transport market" without being obliged to go through the process of call for tenders.

### Initiative

On 10<sup>th</sup> and 11<sup>th</sup> May 2001, in Brussels, CEEP and CIRIEC organised a seminar to present and discuss the study carried out for the European Commission, concerning the regulation, financing, evaluation and good practices of services of general economic interests in Europe.

The seminar emphasised on the necessity of consolidating the legal base of existence of the SIEG and ensure legal protection of actors by developing principles and objectives of article 16, within the Treaty of the Union, during its revision, planned for 2004. In this perspective it is necessary to quickly adopt transversal legal instruments complementing sector based measures, on the basis of orientations of the proposition of the European Charter of the CIRIEC and of the ETUC.

In order to obtain the published study in French, English and Germany please contact CIRIEC at: [ciriec@ulg.ac.be](mailto:ciriec@ulg.ac.be)

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : [celsig@noos.fr](mailto:celsig@noos.fr). Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.